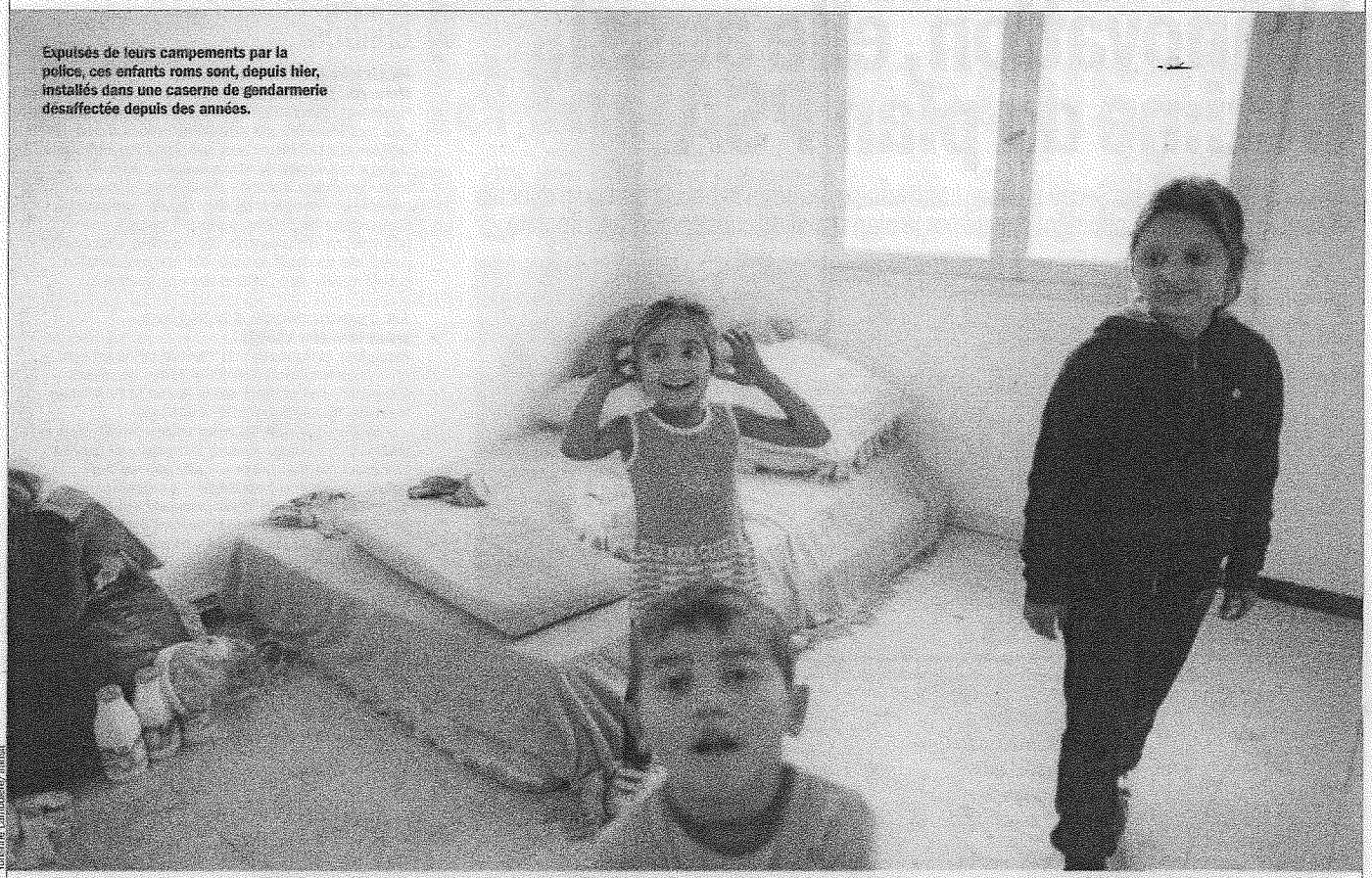
140 000 *C'est le nombre de logements vacants à Marseille d'après EELV.*



Expulsés de leurs campements par la police, ces enfants roms sont, depuis hier, installés dans une caserne de gendarmerie désaffectée depuis des années.

Yohanne Lamoulère/Transit

Marseille, la réquisition au secours des Roms

Prenant au mot la ministre du Logement, qui avait promis l'occupation de lieux vides, un collectif d'associations, mené par Emmaüs, a pris possession de bâtiments pour mettre à l'abri des familles à la rue.

« *Pour venir en aide à un humain sans toit, sans pain, sans soins, il faut savoir braver les lois.* » Cette citation de l'abbé Pierre a été placardée sur une ancienne caserne marseillaise, réquisitionnée depuis le 5 novembre par un collectif d'associations pour y loger des familles roms. L'occupation n'a été rendue publique que lundi matin, une fois le délai de flagrance passé, rendant impossible l'évacuation sans décision de justice. À l'origine de cette réquisition citoyenne, une large mobilisation des partis (PCF, NPA, EELV), syndicats et associations d'aide aux migrants et aux mal-logés, avec la présence d'Emmaüs, poids lourd des associations de solidarité en France. Son président, Christophe Deltombe, devait rencontrer le premier ministre hier soir.

Ces bâtiments réquisitionnés vont héberger une dizaine de familles roms, expulsées plusieurs fois de leurs campements par la police et qui avaient trouvé refuge, après une forte tempête, dans la paroisse de la Belle de Mai il y a quinze jours. « *La situation n'était pas tenable*, explique Anne Issler, une des responsables de la communauté d'Emmaüs à Marseille. *Ils étaient 80 dans une même pièce avec un seul point d'eau.* » Deux familles se sont déjà installées et les autres devraient suivre dès que les lieux auront été aménagés. Car, pour les associations, l'objectif est d' « *exiger de l'État que cette réquisition citoyenne soit décrétée réquisition légale, et que des moyens importants soient débloqués rapidement pour réhabiliter le lieu* ».

UNE URGENCE SOCIALE

Abandonnée depuis plusieurs années, cette ancienne caserne de gendarmerie venait d'être vendue à la municipalité en vue d'une transformation, après démolition de l'îlot, en un ensemble de logements mixtes. « *Plutôt que de mettre des millions d'euros dans ce projet, pourquoi ne pas réquisitionner ce bâtiment pour sortir les gens de l'urgence sociale ?* » s'interroge Anne Issler.

AUCUNE RÉPONSE POLITIQUE

À Marseille, les besoins sont immenses. La « *politique de la terre brûlée* » menée par la préfecture et la mairie contre les Roms a terriblement précarisé les familles (lire *l'Humanité* du 13 mars 2012). « *Les Roms ont fait le tour de tous les espaces possibles*, résume Bernard Eynaud, de la Ligue des droits de l'homme. *Nous sommes face à une absence totale de réponse politique.* »

Cette réquisition est la troisième sur la ville en quelques mois pour mettre à l'abri des Roms. La première avait échoué rapidement. La deuxième, sur un terrain de Château-Gombert, avait tenu six mois avant qu'une décision de justice n'ordonne l'expulsion cet été.

Enfin, ce n'est pas un hasard si cette « *action politique* » intervient quelques jours après les déclarations de Cécile Duflot sur la possibilité de réquisitionner des logements vacants. « *On les aide à accélérer le mouvement* », ironise Anne Issler, qui précise : « *Si l'État est prêt à dégager des lieux, Emmaüs est capable de les gérer.* » Et pas seulement pour les Roms : « *Nous, nous battons pour un toit pour tous, partout où cela est nécessaire.* »

Au vu du nombre de personnes à la rue, d'autres réquisitions spectaculaires pourraient suivre.

Marie Barbier

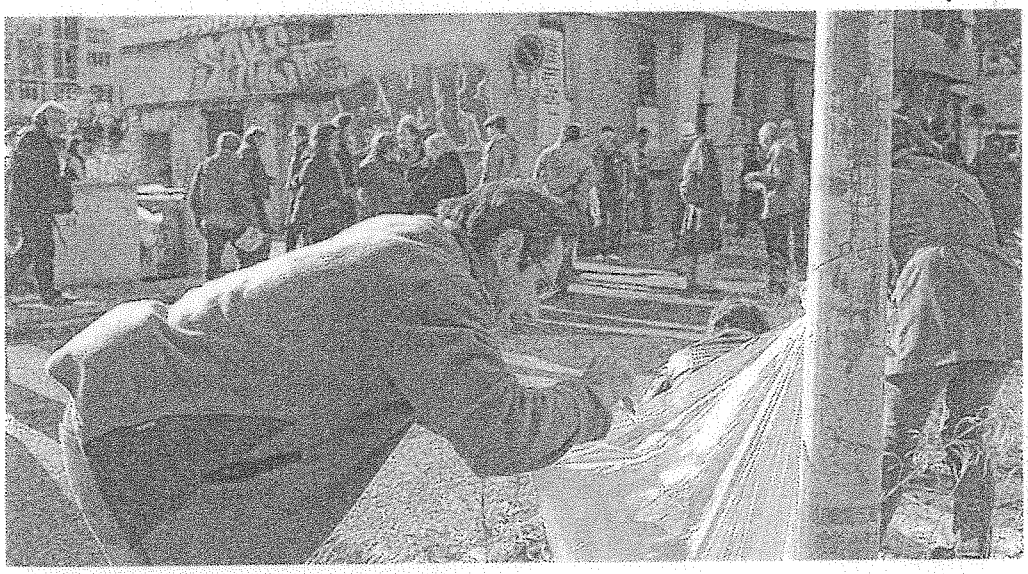
EXPULSÉS EN PLEINE TRÊVE

Hier, la police a procédé à l'expulsion d'environ 35 personnes, dont de nombreux enfants, réfugiées depuis des mois dans trois maisons appartenant à la mairie de Rennes. Pour les associations, cette expulsion constitue « *une violation flagrante de la trêve hivernale des expulsions* ». Elles dénoncent la brutalité d'une décision qu'elles jugent « *illégale* ». « *Nous étudions toutes les voies de recours judiciaire qui pourraient être mises en œuvre* », écrivent-elles.

montés au créneau en dénonçant "la | de relever de l'impossible."

REQUISITION CITOYENNE

UNE EX-CASERNE POUR LOGER LES ROMS



© CYRIL SOLLIER

Cette ancienne caserne accueille environ 80 personnes, dont de nombreux enfants.

A l'initiative d'Emmaüs, un collectif d'associations a réquisitionné lundi, l'ancienne caserne de gendarmerie Cardot abandonnée depuis plusieurs années pour y reloger des familles Roms. Ces bâtiments situés à Plombières ont été vendus à la municipalité pour être transformés en logements mixtes, un programme piloté par Nexity. D'autres familles ont rejoint hier les 30 personnes déjà installées. L'eau va être rétablie et les installations progressivement remises en conformité. "La ministre du Logement a solennellement promis que des réquisitions auraient lieu lorsque l'urgence s'impose. À Marseille, il y a urgence à mettre à l'abri ces enfants et leurs familles", a justifié Emmaüs. Une réquisition citoyenne qui en annonce bien d'autres.